

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	03/12/2018	2018-13226
ENREGISTREMENT	05/12/2018	149340/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 128  
-----

Séance du mardi 27 novembre 2018  
-----

Convention collective de travail restaurant et déterminant, pour 2017 et 2018, la procédure de mise en œuvre et les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise au bénéfice de certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue, qui sont occupés dans une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée

x                    x                    x

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 128 DU 27 NOVEMBRE 2018 INSTAURANT ET DÉTERMINANT, POUR 2017 ET 2018, LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN COMPLÉMENT D'ENTREPRISE DANS LE CADRE DU RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGÉS LICENCIÉS, AYANT UNE CARRIÈRE LONGUE, QUI SONT OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITÉ QUI NE RELÈVE PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 7, alinéa 2 qui dispose qu'une convention collective de travail peut être conclue au sein du Conseil national du Travail pour une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise ;

Vu l'accord interprofessionnel du 2 février 2017, conclu pour la période 2017-2018 ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, enregistrée le 31 décembre 1974 sous le numéro 3107/CO/CNT, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, enregistrée le 31 mars 1976 sous le numéro 3769/CO/CNT, n° 17 nonies du 7 juin 1983, enregistrée le 10 juin 1983 sous le numéro 9411/CO/CNT, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994, enregistrée le 9 août 1994 sous le numéro 36053/CO/300, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, enregistrée le 22 décembre 1997 sous le numéro 46641/CO/300, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, enregistrée le 11 janvier 2002 sous le numéro 60497/CO/300, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003, enregistrée le 31 octobre 2003 sous le numéro 68226/CO/300, n° 17 tricies du 19 décembre 2006, enregistrée le 12 janvier 2007 sous le numéro 81532/CO/300 et n° 17 tricies sexies du 27 avril 2015, enregistrée le 19 mai 2015 sous le numéro 126893/CO/300 ;

Vu la convention collective de travail n° 124 du 21 mars 2017 instituant un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue, enregistrée le 7 avril 2017, sous le numéro 138667/CO/300 ;

Vu la convention collective de travail n° 125 du 21 mars 2017 fixant à titre interprofessionnel pour 2017-2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue, enregistrée le 7 avril 2017, sous le numéro 138668/CO/300 ;

Considérant qu'il y a lieu, pour les branches d'activités qui ne relèvent pas d'une commission paritaire instituée, de conclure une convention collective de travail qui permette de mettre en œuvre, dans ces cas, l'article 3, § 7 de l'arrêté royal fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique.
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 27 novembre 2018, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

## CHAPITRE I – PORTÉE DE LA CONVENTION

### Article 1er

La présente convention collective de travail est conclue en vue de donner application à l'article 3 § 7, alinéa 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

Elle est conclue en application de la convention collective de travail n° 125 du 21 mars 2017 fixant à titre interprofessionnel pour 2017-2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue.

Elle a pour objet de fixer, pour la période 2017-2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs licenciés, ayant une carrière longue et qui sont occupés dans une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée, d'en déterminer la mise en œuvre et les conditions d'octroi.

### Commentaire

La présente convention collective de travail a pour objet de donner aux secteurs qui ne sont pas en mesure de prendre des initiatives sectorielles en raison du fait que leur branche d'activités ne relève pas d'une commission paritaire instituée, un accès au régime dérogatoire lié à l'âge visé par l'article 3, § 7 de l'arrêté royal fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise pour les carrières longues.

La présente convention collective de travail doit être lue concomitamment à la convention collective de travail n° 124 du 21 mars 2017 instituant un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue.

## **CHAPITRE II – CHAMP D'APPLICATION**

### **Article 2**

La présente convention s'applique aux employeurs et aux travailleurs auxquels la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires est applicable et qui ressortissent à une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée.

## **CHAPITRE III – MISE EN OEUVRE**

### **Article 3**

Il appartient aux employeurs de mettre en œuvre, par voie d'adhésion, le régime visé à l'article premier.

L'adhésion peut prendre la forme d'une convention collective de travail, d'un acte d'adhésion établi conformément à l'article 4, ou d'une modification du règlement de travail.

Elle porte exclusivement sur le régime et ses conditions d'octroi, visés à l'article premier.

Quelle que soit la forme de l'adhésion, le dépôt doit se faire au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

### **Article 4**

L'acte d'adhésion est établi dans le respect de la procédure suivante et conformément au modèle figurant en annexe de la présente convention.

L'employeur communique le projet d'acte d'adhésion par écrit à chaque travailleur.

Pendant huit jours à dater de cette communication écrite, l'employeur tient à la disposition des travailleurs un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations. Pendant ce même délai de huit jours, le travailleur ou son représentant peut également communiquer ses observations à l'inspecteur social chef de direction de la Direction générale Contrôle des Lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, du lieu d'établissement de l'entreprise. Le nom du travailleur ne peut être ni communiqué, ni divulgué.

Passé ce délai de huit jours, l'employeur dépose l'acte d'adhésion au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, accompagné du registre.

#### Article 5

En cas de litiges relatifs à l'application des articles 3 et 4 à l'exception de ceux portant sur le règlement de travail, le Conseil national du Travail, saisi par la partie la plus diligente, désignera, pour se prononcer, la commission paritaire dont relèvent les employeurs ayant une activité similaire.

#### Commentaire

En ce qui concerne les litiges relatifs au règlement de travail, il est rappelé que ce sont les articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail qui s'appliquent.

Ceux-ci disposent que si, pour une branche d'activité, il n'existe pas de commission paritaire, le ministre compétent en la matière, informé du différend par le président du conseil d'entreprise, ou, lorsqu'il n'existe pas de conseil d'entreprise, le fonctionnaire désigné par le Roi saisit le Conseil national du Travail qui désigne, pour se prononcer sur le différend, la commission paritaire dont relèvent les entreprises ayant une activité similaire.

## CHAPITRE IV - MODALITÉS D'APPLICATION

### Article 6

§1<sup>er</sup>. Pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs licenciés ayant une carrière longue est fixé à 58 ans.

Le travailleur doit être licencié en 2017 et avoir atteint l'âge de 58 ans ou plus au plus tard le 31 décembre 2017 et au moment de la fin du contrat de travail.

§ 2. Pour la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs licenciés ayant une carrière longue est fixé à 59 ans.

Le travailleur doit être licencié en 2018 et avoir atteint l'âge de 59 ans ou plus au plus tard le 31 décembre 2018 et au moment de la fin du contrat de travail.

### Article 7

§ 1<sup>er</sup>. Le travailleur qui réunit les conditions prévues à l'article 6, §1<sup>er</sup> et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2017 maintient le droit au complément d'entreprise.

§ 2. Le travailleur qui réunit les conditions prévues à l'article 6, § 2 et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2018 maintient le droit au complément d'entreprise.

Article 8

Pour les points qui ne sont pas réglés par la présente convention et entre autres pour le montant de l'indemnité complémentaire, il est fait application de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duode-vicies du 26 juillet 1994, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003, n° 17 tricies du 19 décembre 2006 et n° 17 tricies sexies du 27 avril 2015.

**CHAPITRE IV – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION**

Article 9

La présente convention est conclue pour une durée déterminée. Elle produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2018.

Fait à Bruxelles, le vingt-sept novembre deux mille dix-huit.

x                      x                      x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

-----



MODÈLE

MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 128 DU 27 NOVEMBRE 2018 INSTAURANT ET DETERMINANT, POUR 2017 ET 2018, LA PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN COMPLEMENT D'ENTREPRISE DANS LE CADRE DU REGIME DE CHOMAGE AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE AU BENEFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS AGES LICENCIES, AYANT UNE CARRIERE LONGUE, QUI SONT OCCUPES DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITE QUI NE RELEVE PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUTEE

**ACTE D'ADHÉSION**

À renvoyer au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

- \* Identification de l'entreprise : .....
- \* Adresse :  
.....
- \* Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :  
.....
- \* Numéro de commission paritaire : .....

Je soussigné(e), ....., représentant l'entreprise susmentionnée, déclare adhérer à la convention collective de travail n° 128 du 27 novembre 2018.

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	03/12/2018	2018-13226
REGISTRATIE	05/12/2018	149340/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 128

---

Zitting van dinsdag 27 november 2018

---

Collectieve arbeidsovereenkomst tot instelling en vaststelling, voor 2017 en 2018, van de procedure van tenuitvoerlegging en van de voorwaarden voor de toekenning van een bedrijfstoeslag in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen en die tewerkgesteld zijn in een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert

X X X

2.889

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 128 VAN 27 NOVEMBER 2018 TOT INSTELLING EN VASTSTELLING, VOOR 2017 EN 2018, VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN BEDRIJFSTOESLAG IN HET KADER VAN HET STELSEL VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS MET EEN LANGE LOOPBAAN DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 7, tweede lid dat bepaalt dat in de Nationale Arbeidsraad een collectieve arbeidsovereenkomst kan worden gesloten voor een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag;

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017, gesloten voor de periode 2017-2018;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, geregistreerd op 31 december 1974 onder het nummer 3107/CO/CNT, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, geregistreerd op 31 maart 1976 onder het nummer 3769/CO/CNT, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, geregistreerd op 10 juni 1983 onder het nummer 9411/CO/CNT, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, geregistreerd op 9 augustus 1994 onder het nummer 36053/CO/300, nr. 17 vicies van 17 december 1997, geregistreerd op 22 december 1997 onder het nummer 46641/CO/300, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, geregistreerd op 11 januari 2002 onder het nummer 60497/CO/300, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003, geregistreerd op 31 oktober 2003 onder het nummer 68226/CO/300, nr. 17 tricies van 19 december 2006, geregistreerd op 12 januari 2007 onder het nummer 81532/CO/300 en nr. 17 tricies sexies van 27 april 2015, geregistreerd op 19 mei 2015 onder het nummer 126893/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 124 van 21 maart 2017 tot invoering van een stelsel van bedrijfstoeslag voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen, geregistreerd op 7 april 2017 onder het nummer 138667/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 125 van 21 maart 2017 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2017 en 2018, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen, geregistreerd op 7 april 2017, onder het nummer 138668/CO/300;

Overwegende dat voor de bedrijfstakken die niet onder een opgericht paritair comité ressorteren, een collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gesloten om in die gevallen artikel 3, § 7 van het koninklijk besluit tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage te kunnen uitvoeren;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen
- De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
- De Boerenbond
- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van de socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 27 november 2018 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

## HOOFDSTUK I – DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

### Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten om uitvoering te geven aan artikel 3, § 7, derde lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag.

Ze is gesloten met toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 125 van 21 maart 2017 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2017 en 2018, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen.

Deze overeenkomst beoogt voor de periode 2017-2018 de leeftijd vast te stellen vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen en die tewerkgesteld zijn in een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert, de uitvoering en de toekenningsvoorwaarden ervan te bepalen.

### Commentaar

Deze collectieve arbeidsovereenkomst biedt de sectoren die geen sectorale initiatieven kunnen nemen omdat hun bedrijfstak niet onder een opgericht paritair comité ressorteert, toegang tot het afwijkende stelsel op grond van leeftijd dat wordt beoogd door artikel 3, § 7 van het koninklijk besluit tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag voor de lange loopbanen.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gelezen in samenhang met de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 124 van 21 maart 2017 tot invoering van een stelsel van bedrijfstoeslag voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen.

## **HOOFDSTUK II – TOEPASSINGSGBIED**

### **Artikel 2**

Deze overeenkomst geldt voor de werkgevers en de werknemers waarop de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is en die vallen onder een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert.

## **HOOFDSTUK III – TENUITVOERLEGGING**

### **Artikel 3**

Het komt de werkgevers toe de in artikel 1 van deze overeenkomst genoemde regeling ten uitvoer te leggen door middel van een toetreding.

Deze toetreding kan gebeuren in de vorm van een collectieve arbeidsovereenkomst, een toetredingsakte opgemaakt overeenkomstig artikel 4 of een wijziging van het arbeidsreglement.

Zij heeft uitsluitend betrekking op de regeling en de voorwaarden voor de toekenning ervan, zoals bedoeld in artikel 1.

Ongeacht de vorm van de toetreding moet de neerlegging gebeuren op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

### **Artikel 4**

De toetredingsakte wordt opgemaakt overeenkomstig de volgende procedure en volgens het model dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd.

Het ontwerp van toetredingsakte wordt door de werkgever aan elke werknemer schriftelijk meegedeeld.

Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de werknemers waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven. Gedurende dezelfde termijn van acht dagen kan de werknemer of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen meedelen aan de sociaal inspecteur-directiehoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg waar de onderneming gevestigd is. De naam van de werknemer mag niet meegedeeld of ruchtbaar gemaakt worden.

Na deze termijn van acht dagen wordt de toetredingsakte, samen met het register, door de werkgever neergelegd op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

#### Artikel 5

In geval van geschil betreffende de toepassing van de artikelen 3 en 4, met uitzondering van de geschillen inzake het arbeidsreglement, zal de Nationale Arbeidsraad, waarbij de zaak door de meest gereede partij aanhangig is gemaakt, teneinde uitspraak te doen het paritair comité aanwijzen waaronder de werkgevers met een soortgelijke activiteit ressorteren.

#### Commentaar

Wat betreft de geschillen inzake het arbeidsreglement, wordt in herinnering gebracht dat de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen van toepassing zijn.

Daarin is bepaald dat, indien er voor een bedrijfstak geen paritair comité bestaat, de terzake bevoegde minister, die door de voorzitter van de ondernemingsraad van het geschil in kennis is gesteld, of, wanneer er geen ondernemingsraad bestaat, de door de Koning aangewezen ambtenaar de zaak aanhangig maakt bij de Nationale Arbeidsraad die, teneinde uitspraak te doen over het geschil, het paritair comité aanwijst waaronder de ondernemingen ressorteren die een soortgelijke activiteit hebben.

## HOOFDSTUK V – TOEPASSINGSREGELS

### Artikel 6

- § 1. Voor de periode van 1 januari 2017 tot en met 31 december 2017 is de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan de werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen, vastgelegd op 58 jaar.

De werknemer moet in 2017 worden ontslagen en de leeftijd van 58 jaar of ouder hebben bereikt ten laatste op 31 december 2017 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

- § 2. Voor de periode van 1 januari 2018 tot en met 31 december 2018 is de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan de werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen, vastgelegd op 59 jaar.

De werknemer moet in 2018 worden ontslagen en de leeftijd van 59 jaar of ouder hebben bereikt ten laatste op 31 december 2018 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

### Artikel 7

- § 1. De werknemer die voldoet aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 6, § 1 en van wie de opzeggingstermijn verstrijkt na 31 december 2017, behoudt het recht op de bedrijfstoelage.
- § 2. De werknemer die voldoet aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 6, § 2 en van wie de opzeggingstermijn verstrijkt na 31 december 2018, behoudt het recht op bedrijfstoelage.



#### Artikel 8

Voor de punten die niet door deze overeenkomst geregeld zijn, onder andere wat het bedrag van de aanvullende vergoeding betreft, wordt verwezen naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, nr. 17 vicies van 17 december 1997, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003, nr. 17 tricies van 19 december 2006 en nr. 17 tricies sexies van 27 april 2015.

### **HOOFDSTUK IV – INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST**

#### Artikel 9

Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017 en treedt buiten werking op 31 december 2018.

Gedaan te Brussel, op zeventwintig november tweeduizend achttien.

x                      x                      x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

MODEL

UITVOERING VAN ARTIKEL 4 VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 128 VAN 27 NOVEMBER 2018 TOT INSTELLING EN VASTSTELLING, VOOR 2017 EN 2018, VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN BEDRIJFSTOESLAG IN HET KADER VAN HET STELSEL VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS MET EEN LANGE LOOPBAAN DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT

**TOETREDINGSAKTE**

Terug te sturen aan de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

- \* Identificatie van de onderneming: .....
- \* Adres:  
.....
- \* RSZ-inschrijvingsnummer:  
.....
- \* Nummer paritair comité: .....

Ondergetekende, ....., die de voornoemde onderneming vertegenwoordigt, verklaart toe te treden tot de collectieve arbeidsovereenkomst nr. ... van ... november 2018.